

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MESSER FRANCE

32 RUE DENIS PAPIN
ZI DE MITRY COMPANS
77290 Mitry-Mory

Références : E/26-0398
Code AIOT : 0006501840

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement MESSER FRANCE implanté 32 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23 janvier 2026 avait pour objet de faire le point sur les suites de la visite d'inspection du 24 juillet 2025 et pour lesquels l'exploitant a transmis le 12 décembre 2025 des éléments de réponse.

Elle avait également pour but de vérifier les dispositions mises en place sur le site pour les travaux par points chauds.

L'inspection des installations classées a également vérifié l'intégration dans le POI des nouvelles dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSER FRANCE
- 32 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site MESSER France de Mitry-Mory, dont l'exploitation a débuté en 1976, est implanté dans la zone industrielle de Mitry-Compans, sur la commune de Mitry-Mory dans le département de Seine-et-Marne.

La société y réalise des activités de conditionnement et de commercialisation de gaz industriels, spéciaux et médicaux. Ces activités comprennent :

- le stockage en réservoirs cryogéniques de gaz de l'air (dioxyde de carbone, argon, azote et oxygène) liquéfiés sous pression, livrés en vrac par camions-citernes ;
- le conditionnement en bouteilles de gaz industriels et de mélanges de gaz industriels, adaptés aux besoins de la clientèle, à partir des gaz de l'air ;
- le conditionnement en bouteilles de gaz spéciaux et de mélanges de gaz spéciaux ;
- le conditionnement en bouteilles de gaz médicaux ;
- le dépôt de bouteilles / cadres de gaz industriels, gaz spéciaux et gaz médicaux ;
- la distribution par porteurs de gaz comprimés.

Les installations présentes sur le site sont :

- la zone de stockage en réservoirs cryogéniques (dioxyde de carbone, argon, azote et oxygène),
- l'atelier de conditionnement des gaz industriels,
- le bâtiment des gaz spéciaux dans lequel se trouvent 3 ateliers de conditionnement de gaz spéciaux, un poste de remplissage de CO₂ médical, un poste de remplissage d'O₂ médical,
- des zones extérieures dédiées au dépôt de bouteilles et cadres,
- des installations annexes et utilités tels qu'une centrale de purge des produits inflammables et des laboratoires d'analyse.

Le site relève du régime de l'autorisation et est classé Seveso « seuil bas » par règles de cumuls. Son exploitation est notamment encadrée par les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 11 DRIEE 010 du 17 janvier 2011 et n° 2018/DRIEE/UD77/011 du 22 février 2018. En raison de son classement, le site est soumis de fait à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	AP Complémentaire du 22/02/2018, article 1.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Zones extérieures de stockage des bouteilles de gaz spéciaux	AP Complémentaire du 17/01/2011, article 7.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Stockage des substances dangereuses	Règlement européen du 18/12/2006, article 37	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Dispositions relatives au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	5 mois
9	Dispositions relatives au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	Délais indiqués dans le point de contrôle
10	Remise en état en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	1 mois
16	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Zonages internes à l'établissement	AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Installations électriques - Mise à la terre	AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion	AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Protections individuelles du personnel d'intervention	Lettre du 12/08/2025, article annexe 1	/	Sans objet
13	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
14	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
15	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les travaux par point chaud réalisés sur le site par les prestataires externes ou par le personnel en interne, sont bien encadrés. Des permis de feu et/ou des plans de prévention sont bien mis en place avant toute intervention. Les intervenants sont informés et formés sur les risques des travaux effectués et des zones concernées. Toutefois les vérifications réalisées pour s'assurer de l'absence de risques après la fin de travaux ne sont pas enregistrées.

En ce qui concerne les premiers prélèvements environnementaux et la remise en état suite à un accident majeur, l'exploitant n'a pas encore intégré les nouvelles dispositions dans son POI.

Le POI mis à jour doit être transmis à l'inspection des installations classées.

La majorité des écarts constatés lors de la précédente visite d'inspection sont levées. Toutefois certains justificatifs restent à transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2018, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Voir tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018/DRIEE/UD77/011 du 22 février 2018</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 24 juillet 2025, l'Inspection a demandé à l'exploitant de corriger son calcul de la règle de cumuls Seveso et d'être en mesure de s'assurer en tout temps qu'il ne relève pas du statut Seveso seuil haut.</p> <p>Par courrier électronique du 12 décembre 2025, l'exploitant a transmis un exemple de tableau dit "simulateur SEVESO" qui intègre les différentes propriétés de dangers des produits présents sur le site. L'exploitant a indiqué qu'un projet est en cours afin de faire une corrélation entre ce simulateur SEVESO et le fichier de suivi des stocks ICPE du site.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que tous les matins un état des stocks au niveau national est récupéré. L'exploitant a indiqué qu'à partir de cet état des stocks et dans l'espace de 10 min, les quantités présentes sur le site peuvent être intégrées dans le tableau "simulateur SEVESO" et la vérification du respect de la règle de cumul peut être réalisée. Il a également indiqué que cette vérification du respect de la règle de cumul se fait deux fois par semaine.</p> <p>L'Inspection estime que bien qu'une vérification du respect de la règle du cumul SEVESO est effectuée deux fois par semaine, celle-ci n'est pas suffisante pour garantir à tout moment que le statut du site ne dépasse pas le seuil Seveso seuil haut.</p> <p>L'exploitant doit mettre un moyen lui permettant de détecter rapidement, au travers l'état des stocks, les dérives sans attendre la vérification manuelle de la règle de cumul effectuée deux fois par semaine.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Suite n° 20260123-1 : L'exploitant mettra en place des mesures lui permettant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul sur site sans attendre la vérification manuelle réalisée deux fois par semaine.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Zonages internes à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zonages internes à l'établissement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juillet 2025 il a été constaté que le plan dont dispose l'exploitant n'était pas conforme aux stockages présents sur site. Ce plan n'intégrait pas les réservoirs et les éventuelles autres zones pouvant présenter des dangers (local électrique, stockage de produits chimiques par exemple). Les zones présentant des risques d'explosion devraient également figurer sur le plan.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026 l'exploitant a présenté le plan des zones à risques du site prenant en compte l'ensemble des zones pouvant présenter des dangers. Un plan des zones ATEX est également disponible.</p> <p>Par ailleurs en ce qui concerne l'organisation mise en place pour s'assurer que les zones de stockage définies dans le plan seront bien respectées par le personnel. L'exploitant a indiqué lors de la visite du 24 juillet 2025 qu'un système de panneauage existe sur site mais que celui-ci est vieillissant, il sera remplacé d'ici fin août par un marquage au sol adapté.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'inspection a constaté la présence de marquage au sol définissant chaque zone de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - Mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 24 juillet 2025 l'Inspection a constaté que les rapports de vérification des installations électriques de 2025 indiquaient un contrôle partiel des installations faute d'autorisation d'accès à certaines zones et de présentation de certains documents. Aussi, il a été demandé par l'exploitant de veiller à ce que l'ensemble des informations nécessaires à l'organisme de contrôle des installations électriques, pour mener à bien lesdits contrôles, lui soient présentées, et ce, afin de garantir à un contrôle optimal des installations. Il lui a été également demandé de veiller à ce que l'ensemble des installations soient contrôlées.</p> <p>Par courrier du 12 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les intervenants externes sont désormais systématiquement accompagnés par un technicien de la société Messer afin de garantir l'accès à toute zone du site et disposer des documents nécessaires.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le rapport de vérification de 2025 indiquait l'absence de transmission de l'étude ATEX du site. L'exploitant a confirmé que cette étude a bien été transmise. Un courriel demandant des justifications à l'organisme de contrôle a été transmis le 19 novembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2011, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 juillet 2025 l'Inspection a constaté que le rapport de contrôle des installations électriques relatives aux activités gaz industriels, gaz spéciaux et bâtiment administratif, seules zones pouvant présenter un risque ATEX, du 03/07/2025 précise que le "*plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influence externe*" était incomplet. L'exploitant affirmait pourtant avoir transmis l'intégralité du plan des zones ATEX à son prestataire. Aussi il a été demandé à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire de contrôle afin de comprendre les attentes de ce dernier concernant la présentation du plan des zones à risques d'explosion en amont des contrôles des installations électriques.

Par courrier électronique du 12 décembre 2025 l'exploitant a indiqué avoir sollicité l'organisme de contrôle et que ce point sera également discuté lors des prochains contrôles périodiques qui seront réalisés en début d'année 2026. La demande d'intervention a été formalisée auprès de l'organisme de contrôle.

Le jour de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a présenté à l'Inspection le courriel d'échange avec l'organisme de contrôle datant du 19 novembre 2025 qui n'avait toujours répondu à cette sollicitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025

Prescription contrôlée :

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juillet 2025, l'Inspection a demandé à l'exploitant de disposer d'un carnet de bord autoportant dont le détail des informations à renseigner devra être identique à celui figurant dans le modèle de carnet de bord issu de son étude technique foudre de mars 2023.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le carnet de bord est en cours de mise à jour.</p> <p>Il a également indiqué qu'une vérification complète du système de protection contre la foudre a été effectuée dernièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n° 20260123-2 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le carnet de bord mis à jour avec les informations figurant dans le modèle de carnet de bord issu de l'étude technique foudre réalisée en 2023. Il transmettra également le modèle de carnet de bord indiqué dans l'étude de 2023.</p> <p>Suite n° 20260123-3 : L'exploitant transmettra à l'inspection la dernière vérification du système de protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Zones extérieures de stockage des bouteilles de gaz spéciaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2011, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de bouteilles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La lyre des cadres est changée tous les 10 ans.</p> <p>Les bouteilles sont résistantes en cas de choc (norme ISO 10297 ou ISO 11117).</p> <p>Un muret de hauteur 25 cm minimum empêchent une voiture d'atteindre le stockage de bouteilles Gaz Spéciaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juillet 2024, l'Inspection a demandé à l'exploitant de justifier que les lyres des cadres de bouteilles sont réévaluées tous les 10 ans.</p>

<p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le sous-traitant respecte un document intitulé « instructions technique n°5 : Contrôle périodique des cadres de bouteilles conformément à la norme EN ISO 20475 ». Cette procédure reprend bien toutes les impositions de la norme EN ISO 20475.</p> <p>Il a également indiqué que lors des contrôles périodiques à 10 ans, les tuyaux collecteurs sont inspectés visuellement. Aucune réparation n'est effectuée sur les tuyaux collecteurs. Si des défauts sont constatés, ces derniers sont remplacés. En cas de réutilisation des tuyaux collecteurs, un essai de pression est effectué conformément aux exigences de la norme EN ISO 10961. Si des nouveaux tuyaux collecteurs sont installés, ceux-ci ne doivent pas subir d'essai de pression sous condition qu'ils aient été testés par le fabricant à la conception.</p> <p>Par ce même courriel l'exploitant a transmis des justificatifs de conformités des chapeaux et des robinets de bouteilles. Ces documents n'étaient pas en langue française ni même traduits.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a réitéré ce qu'il a indiqué dans son courriel du 12 décembre 2025, sans présenter de justificatif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n° 20260123-4 : L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées le document « instructions technique n°5 : Contrôle périodique des cadres de bouteilles conformément à la norme EN ISO 20475 <u>explicitant la périodicité de 10 ans pour le remplacement ou la vérification des cadres de bouteilles</u>. Il transmettra également les attestations de conformité des chapeaux et robinet de bouteilles en langue française (ou à défaut en anglais).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Stockage des substances dangereuses

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des substances dangereuses</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p>

<p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juillet 2025, il a été demandé à l'exploitant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des mesures prises pour que les récipients d'acétylène et d'ammoniac ne soient pas stockés dans des conditions susceptibles d'aggraver la corrosion, - que les récipients en stock d'acétylène et d'ammoniac sont périodiquement contrôlés pour leur état général et l'absence de fuite. <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que les conditions susceptibles d'aggraver la corrosion pourraient être le stockage dans une zone humide (exemple : flaques d'eau) ou la présence d'un environnement salin. Ces deux conditions ne se retrouvent pas sur le site de Mitry-Mory. Il a également indiqué que les récipients sont stockés sur des zones de stockage dédiées et entretenues. L'état général des récipients est contrôlé avant chaque remplissage. L'absence de fuite est contrôlée pour chaque récipient neuf et chaque récipient qui sort d'un contrôle périodique.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'ensemble des récipients sont peints avec une peinture anti-corrosion sur l'usine de Nantes. Les récipients usagés sont contrôlés et repeints si nécessaire.</p> <p>Il a également indiqué à l'Inspection que la durée de stockage des bouteilles sur site est relativement limitée (quelques mois), cette durée limite le développement d'une éventuelle corrosion.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté de bouteilles stockées sur des aires inondées ou de bouteilles dont l'état est dégradé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n° 20260123-5 : L'exploitant transmettra à l'Inspection le justificatif de l'entretien préventif des bouteilles (peinture et vérification).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Dispositions relatives au POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que des sessions de scénarios théoriques sont effectuées pour</p>

<p>initier les employés du site à l'application des différentes mesures prévues dans les différents scénarios du POI.</p> <p>3 sessions ont eu lieu en 2025 dont la dernière date du 27 octobre 2025. Le compte-rendu a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Aucun exercice réel sur site n'a été effectué jusqu'à présent.</p> <p>L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que ces sessions, bien que importantes, ne se substituent pas à un exercice réel sur site qui permettra de tester les capacités de chacun à gérer un incident/accident sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n° 20260123-6 : L'exploitant réalisera un exercice POI sur site. Le compte-rendu sera transmis à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 9 : Dispositions relatives au POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué (justificatif à l'appui) qu'une commande du 23 décembre 2025 a été effectuée pour la recherche de produits de décomposition recherchés en cas d'accident/incident sur site.</p> <p>Une commande également a été effectuée avec un organisme spécialisé pour les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site. Celle-ci consiste à réaliser des prélèvements sur des substances générales le temps que l'étude sur les produits de décomposition soit finalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prestation sera mise en place dès février 2026.</p>

Le contrat prévoit que le matériel, le personnel et les équipements nécessaires soient fournis par le prestataire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20260123-7 : Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées le contrat établi avec l'organisme spécialisé pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Ce contrat doit justifier la mise en place effective de cette prestation dès le mois de février 2026. A défaut, l'exploitant doit transmettre le justificatif correspondant. Suite n°20260123-8 : Dans délai de 5 mois, le POI mis à jour doit être transmis à l'Inspection des installations classées et au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : Délais indiqués dans le point de contrôle

N° 10 : Remise en état en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions prévues
Prescription contrôlée : - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un contrat était mis en place avec une société spécialisée pour intervenir en cas de pollution mais que ce contrat est expiré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n° 20250123-9 : L'exploitant intègre dans son POI les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Lettre du 12/08/2025, article annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, présence de réserve d'ARI
Prescription contrôlée : Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz stockés ou émanations toxiques potentielles sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Une réserve d'au moins deux appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins un secteur protégé de l'établissement.
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence de deux malles contenant deux appareils respiratoires d'intervention facilement accessibles au niveau du bâtiment administratif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : Le site dispose de consignes de sécurité pour toute intervention sur le site. <p>L'inspection des installations classées a constaté à l'entrée du site les consignes d'interdiction de fumée sur l'ensemble du site. Toutefois, la consigne d'interdiction d'apport de feu n'est pas affichée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n° 20260123- 10 : L'exploitant mettra en place un affichage d'interdiction d'apporter du feu sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que toute intervention sur le site, qu'elle soit réalisée par un prestataire externe ou par un agent du site est soumise à la délivrance d'un permis de travail. Celui-ci comporte différentes rubriques relatives à différentes sortes de travaux (travaux par points chauds, travaux en hauteur travaux électriques, etc.).

Le permis comprend également les informations relatives à la sécurité et la nature des phases dangereuses.

Lors des précédentes visites d'inspection, l'Inspection a constaté que les permis de feu n'étaient pas correctement renseignés.

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'une communication sur la bonne rédaction des permis de travail a été transmise auprès de toutes les personnes habilitées et que des contrôles ponctuels sont réalisés sur les permis de travail clôturés.

L'Inspection a vérifié par sondage aléatoire quelques permis de travail comprenant des travaux par points chauds réalisés fin de l'année 2025. Tous ces permis étaient bien clôturés avec certains complétés a posteriori suite au contrôle mis en place par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Risques accidentels, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Pour toute intervention de travaux par un prestataire externe, y compris les travaux par point chaud, un plan de prévention est établi.

Les plans de prévention contrôlés par l'Inspection comportaient les phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants ; la nature des opérations à réaliser, le matériel et les équipements de sécurité nécessaires ainsi que les moyens d'intervention et de prévention en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection la liste des personnes formées pour délivrer le permis de travail et permis de feu. Le tableau de suivi de formation a été également présenté. Un recyclage est prévu tous les 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Lors de la visite du 24 juillet 2025, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne mise en œuvre de son organisation relative aux permis feu notamment en ce qui concerne la vérification de fin de travaux. Cette non-conformité a été déjà constatée en 2022 et réitérée en 2024. Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'une communication sur la bonne rédaction des permis de travail a été transmise auprès de toutes les personnes habilitées et que des contrôles ponctuels sont réalisés sur les permis de travail clôturés. Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que tant que le chantier n'est pas terminé la case "fin de travaux (zone en toute sécurité)" n'est pas cochée, et c'est la case "travaux non terminés" qui est cochée. Un nouveau permis de travail pour la suite des travaux est délivré par la suite. Il a indiqué que la clôture du permis signifie qu'une "ronde de sécurité" a été effectuée. Toutefois celle-ci n'est pas tracée. L'exploitant a indiqué que la formation permis de travail/permis feu précise bien qu'une vérification des installations est nécessaire avant de clôturer le permis.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'article 63 de l'arrêté du 4 octobre 2010 impose, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, qu'une vérification des travaux réalisés dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques, soit effectuée. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement.

Sur les permis de feu examinés par l'Inspection, aucun permis ne comprenait un enregistrement de la ronde de vérification de fin de travaux.

L'exploitant a indiqué qu'étant donné que le formulaire du permis de travail est imposé par le Groupe pour l'ensemble des sites MESSER, il sera difficile de le modifier rapidement. Toutefois il a indiqué que l'information relative à la ronde de sécurité seront manuscrites sur les permis en attendant la modification dudit formulaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260123-11 : L'exploitant assurera la traçabilité des une vérification des travaux réalisés après la fin des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois